

LE P^r BOUZID CHARGE LA CNAS ET RÉVÈLE

Pas de RDV en radiothérapie avant 2014

Pas d'amélioration dans la prise en charge des malades atteints de cancer et nécessitant une radiothérapie. Pas de rendez-vous disponible avant avril 2014 au CPMC, avant juin 2014 à Oran et plus de rendez-vous du tout à Constantine. L'amélioration de la prise en charge des malades nécessitant un traitement ambulatoire reste, quant à elle, tributaire de la Cnas qui continue à s'opposer à l'élargissement de la liste des médicaments remboursables.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Toujours aussi révolté par le chaos qui règne en matière de prise en charge des personnes atteintes de cancer, le P^r Bouzid, chef de service oncologie du Centre Pierre et Marie Curie, dresse un tableau toujours aussi noir.

Invité du forum *DK News*, il a une fois de plus mis à nu les incohérences de tout le système de prise en charge des malades. En témoigne la cacophonie qui a accompagné la décision de mettre en vente certains médicaments en officine.

Prise lors du dernier conseil interministériel, cette décision n'est toujours pas appliquée. Pourquoi ? Le professeur Bouzid dit soupçonner le ministère du Travail de faire opposition, notamment en ce qui concerne les médicaments autres morphiniques. A quel dessein ? Il dit soupçonner certains d'avoir une arrière-pensée non assumée selon laquelle les malades atteints de cancer seraient en fin de vie et ne

mériteraient pas de soins. «J'espère me tromper», dit le P^r Bouzid qui assure qu'un malade bien pris en charge peut vivre normalement comme n'importe quelle autre personne atteinte de maladie chronique, ajoutant que désormais, la balle est dans le camp du département de Tayeb Louh.

Autre motif d'inquiétude du professeur, l'incapacité de prendre en charge toutes les personnes nécessitant une radiothérapie. Sur les 28 000 personnes, seules 2 000 peuvent y accéder. Les autres doivent attendre avril 2014 à Alger et juin 2014 à Oran avant d'espérer avoir un rendez-vous. Le déficit en la matière ne sera résorbé qu'en juin 2013. En attendant, le P^r Bouzid fait une proposition pour éviter que les malades ne restent en liste d'attente. Il préconise des conventions entre la Cnas et des centres de radiothérapie dans des pays ayant fait la preuve de leur compétence en la matière (Turquie, Maroc, Tunisie). Cette



Seuls 2 000 malades peuvent accéder à la radiothérapie.

dernière permettrait aux malades de se faire traiter en attendant que de nouveaux centres de radiothérapie soient opérationnels. Ironique, il s'étonne que l'Algérie ait pu envoyer des milliers de supporters à Oum Dorman et qu'elle ne soit pas capable d'organiser le départ des malades vers des

centres de radiothérapie. Mais ce n'est pas le seul objet d'inquiétude pour le chef de service d'oncologie : le dépistage du cancer du sein en fait partie. Non seulement, dit-il, il n'y a pas de dépistage de masse mais il n'y a pas assez de personnes formées capables de le faire. Et même lorsque ce dernier

est fait, les personnes dépistées ne sont pas assurées de pouvoir bénéficier d'une prise en charge. Un seul espoir : que le plan national dédié au cancer soit enfin mis en application. Pour le moment, il n'est même pas au stade de la rédaction...

N. I.

SECTEUR DE L'ÉDUCATION

La Fédération des parents d'élèves souligne les points noirs

La Fédération des associations des parents d'élèves a exposé, ce jeudi, ses préoccupations au ministre de l'Education nationale, concernant les lacunes du secteur qui pénalisent la scolarité des élèves. Les membres de la Fédération ont aussi exigé d'être consultés pour ce qui est des cycles d'évaluation de la réforme.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Réunies avec Abdellatif Baba-Ahmed ministre de l'Education nationale, les associations de parents d'élèves organisées en fédération ont abordé les difficultés vécues par les enfants scolarisés et les lacunes enregistrées au sein des établissements scolaires.

Les intervenants ont aussi revendiqué que soit régulièrement évaluée la réforme du secteur pour que les anomalies qui ont été relevées soient prises en charge. Ayant dressé un tableau peu reluisant du secteur dans certaines régions du pays notamment, les membres de la Fédération affirment avoir demandé au ministre de se pencher sur les entraves qui barrent le chemin à une scolarité équilibrée. M. Delloula, président de la Fédération nationale des associations de parents d'élèves, précisera, à ce propos, que les préoccupations des parents ont été transmises au premier responsable du secteur.

«Nous avons exposé les questions liées notamment à la gestion de certaines directions de l'éducation et l'anarchie enregistrée dans la gestion des établissements scolaires. Il a aussi été question du retard enregistré dans la livraison d'établissements, ce qui a abouti à un grave problème de surcharge des classes lors de cette rentrée», a souligné M. Delloula. Il a aussi évoqué les problèmes d'équipements sanitaires inadéquats dans certains établissements ainsi que les équipements scolaires qui font défaut ou de mauvaise qualité. «Nous avons aussi attiré l'attention du ministre de l'Education



Baba-Ahmed à l'écoute des préoccupations des parents d'élèves.

sur le fait que nous étions des partenaires incontournables, nous devons donc œuvrer de concert pour le bien-être des enfants scolarisés», a déclaré M. Dellalou qui dira aussi avoir abordé les problèmes récurrents liés au transport scolaire dont la situation est jugée «catastrophique» dans certaines régions. L'intervenant évoquera en outre le fonctionnement des cantines en précisant que certaines APC ne jouent pas leur rôle, notamment pour ce qui est de l'absence de spécialistes en nutrition.

Le sport scolaire a aussi été au centre des discussions entre le ministre de l'Education et la Fédération dont les membres ont indiqué que l'éducation physique n'était pas pratiquée dans les normes.

F.-Z. B.

**ILS TIENDRONT UN SIT-IN
DEMAIN DEVANT****LE MINISTÈRE DE TUTELLE**

Les intendants de l'éducation reviennent à la charge

Le Syndicat national du personnel de l'intendance, affilié à l'UGTA, compte tenir, demain, un sit-in devant le ministère de l'Education nationale. Il demande l'ouverture du dialogue pour trouver des solutions à sa plate-forme de revendications.

Le syndicat, qui a suspendu son mouvement de protestation, prévu pour le 8 septembre dernier, après la nomination d'un nouveau responsable à la tête du secteur de l'éducation, revient à la charge. Il estime que le délai accordé au nouveau ministre pour s'enquérir du dossier du personnel de l'intendance pour répondre à leurs doléances «a expiré».

Les intendants, qui attendaient un signe, en vain, du ministre de l'Education nationale, ont décidé de réagir pour se faire entendre. Réunis en décembre dernier pour évaluer la situation, les intendants de l'éducation ont constaté un «blocage» dans la prise en charge de leur plateforme de revendications.

Le syndicat a décidé, en premier lieu, de tenir un sit-in national, demain, au niveau du ministère de tutelle pour attirer son attention. «Si d'ici là, le ministre de l'Education nationale garde les portes du dialogue fermées, nous allons hausser le ton», menace le syndicat.

La principale revendication soulevée par les intendants est l'octroi d'une indemnité d'expérience pédagogique, au même titre que les autres corps du secteur de l'éducation. Ils rappellent d'ailleurs, que le corps des éducateurs et celui des intendants sont régis par le même décret (08/315 modifié et complété par le décret 12/240).

Les protestataires demandent aussi une prime de gestion du livre scolaire et une prime d'encadrement des examens et des concours. Les intendants, qui se chargent de la distribution de la prime de scolarité aux nécessiteux, exigent des «moyens de sécurité les protégeant des vols».

Salima Akkouche